

Il est temps pour le secteur non marchand !

L'austérité fragilise les services publics et non marchands, nuisant aux conditions de travail et à la qualité des prestations. Un financement ambitieux est essentiel pour garantir justice sociale, cohésion et dignité.



«Il devient indispensable de repenser les orientations actuelles afin de soustraire les politiques de santé, de solidarité et d'éducation à des logiques purement comptables», rappellent les signataires. - Sylvain Piraux



Carte blanche -
Par un collectif de signataires*

Publié le 21/05/2025 à 14:06 | Temps de lecture: 6 min

Depuis les élections de juin 2024, les différents exécutifs mis en place appliquent des politiques d'austérité affectant l'ensemble des niveaux de pouvoir. Ces orientations budgétaires restrictives fragilisent durablement les services publics ainsi que les secteurs non marchands, en compromettant les investissements structurels nécessaires et en dégradant les conditions de travail des professionnel·le·s. Une analyse critique de ces choix s'impose, afin de réaffirmer la nécessité de politiques publiques axées sur le renforcement du bien-être collectif.

Le financement adéquat des services publics et non marchands constitue aujourd'hui une priorité incontournable. Ces secteurs jouent un rôle fondamental dans la préservation de la cohésion sociale et dans la garantie d'un accès équitable aux droits fondamentaux, tels que la santé, l'éducation, l'aide sociale, la culture et la protection sociale. Ils remplissent une fonction de soutien, de développement et d'inclusion, qui dépasse largement la seule logique économique. A ce titre, ils doivent être envisagés comme des vecteurs essentiels de justice sociale et de solidarité.

Assurer la pérennité et la qualité de ces services suppose de rompre avec les dynamiques d'appauvrissement institutionnel observées ces dernières années. Cela implique notamment une revalorisation substantielle des conditions de travail dans le secteur non marchand. La reconnaissance professionnelle, une

rémunération adéquate, des horaires soutenables et des environnements de travail sécurisés doivent constituer les piliers d'une politique soucieuse de la qualité du service rendu et du respect des travailleur·euse·s.

Un facteur clé de résilience sociale et de développement humain

Depuis plusieurs années, les membres du personnel de ces secteurs sont soumis-es à une pression croissante, en raison d'un sous-effectif chronique, du vieillissement de la population et de l'évolution des besoins des usager·ère·s. Cette tension structurelle engendre un risque accru de perte de compétences, à travers la démobilité ou le départ de travailleur·euse·s expérimenté·e·s. Parallèlement, les jeunes générations se détournent de ces professions, qui, bien qu'elles présentent une utilité sociale manifeste, ne bénéficient plus de conditions attractives susceptibles de susciter un engagement à long terme.

Les recherches démontrent un lien direct entre les conditions de travail des professionnel·le·s et la qualité des prestations fournies aux usager·ère·s. Les décisions prises en matière de politique sociale et budgétaire façonnent durablement les contours de notre société. Dans ce contexte, il importe de rappeler que les services collectifs représentent une infrastructure essentielle garantissant l'égalité d'accès aux biens fondamentaux. Ils constituent un facteur clé de résilience sociale et de développement humain.

Il devient dès lors indispensable de repenser les orientations actuelles afin de soustraire les politiques de santé, de solidarité et d'éducation à des logiques purement comptables. L'investissement dans les secteurs publics et non marchands doit être conçu non comme une dépense, mais comme une contribution stratégique au bon fonctionnement de la société et de l'économie. Il en va de la capacité des individus à exercer pleinement leur citoyenneté et à participer à la vie économique et sociale dans des conditions dignes.

En conclusion, un changement de cap radical s'impose. Une mobilisation collective en faveur des services non marchands est aujourd'hui nécessaire pour garantir la viabilité d'un modèle social inclusif, solidaire et durable.

Il est temps pour le non-marchand !

***Signataires :** Stéphanie Paermentier, Vinciane Convens et Sébastien Robeet, Secrétaires nationaux Non Marchand CNE ; Nathalie Lionnet, Secrétaire fédérale Non Marchand SETCA ; Eric Dubois, Responsable sectoriel Non Marchand CGSLB ; Véronique Sabel, Responsable ALR CSC Services Publics ; Olivier Nyssen, Secrétaire général CGSP ADMI ; Patrick Rehan, co-président FGTB Horval ; Luca Baldan, Secrétaire fédéral CSC BIE ; Benjamin Wéry, Secrétaire fédérale Centrale générale FGTB ; Carine Rosteleur, Secrétaire régionale CGSP ALR CGSP ALR ; Muriel Di Martinelli, Secrétaire Fédérale CGSP-ACOD ALR LRB BRU ; Jean-Pascal Labille, Secrétaire général Solidaris ; Elise Derroitte, Vice-Présidente Groupe Mutualité chrétienne (MC-CM) ; Xavier Brenez, Directeur Général Union Nationale des Mutualités Libres ; Marie-Hélène Ska, Secrétaire générale CSC ; Marc Becker, Secrétaire national CSC ; Selena Carbonero Fernandez, Secrétaire fédérale FGTB ; Jean-François Tamellini, Secrétaire fédéral FGTB ; Myriam Delmée, Présidente Setca ; Felipe Van Keirsbilck, Secrétaire général CNE ; Julien Gras, Secrétaire politique, Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) ; Elodie Blogie, Conseillère politique Vie Féminine ; Jean-Marie Léonard, Secrétaire fédéral Non Marchand en retraite, SETCa ; Patricia Piette, Syndicaliste ; Sébastien Vause, Secrétaire régional SETCa Namur ; Louis Salvi, Secrétaire permanent SETCa Charleroi ; Geneviève Routier,

Secrétaire générale Altéo asbl ; Christian Halkin, Directeur Association de Technicien-ne-s Professionnel-le-s du Spectacle ; Michaël De Clercq, administrateur ATPS ; Christine Pagnoulle, Secrétaire ATTAC-Liège ASBL ; Christian Darras (à titre personnel), Coalition Santé ; Adeline Thollot, Chargée de communication Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique ; Alain Willaert, Coordinateur général Conseil bruxellois de coordination sociopolitique ASBL ; Denis Mannaerts, Directeur Cultures et Santé asbl ; Catherine Bosquet, Présidente CVTS (comité de vigilance en travail social) ; Martin Bouhon, Directeur La Touline ; Laura Somville, Chercheuse ; Joëlle Mottint, chercheuse et formatrice ; Jean Pierre Unger, Professeur émérite de santé publique à l'institut de Médecine Tropicale d'Anvers ; Anne-Françoise Dusart, formatrice et chercheuse ; Jean-Pierre Genbauffe ; Louise Urusaro, Responsable administrative et financière ; Sylvie Dossin, Secrétaire politique Enéo, mouvement social des aînés ; Manon Cools, Coordinatrice Esenca ; Siméon de Hey, Directeur Fédération des Associations Sociales et de Santé (FASS) ; Fanny Dubois, secrétaire générale Fédération des maisons médicales ; Julie Kesteloot, Secrétaire générale adjointe Fédération des Services Sociaux ; David Leclercq, Directeur Fédération Laïque de Centres de Planning Familial (FLCPF) ; Dounia Ouahdid, Coordinatrice Fédération Wallonne de Promotion de la Santé ; Florence Cordi, Présidente FEIAT (Fédération des employeurs des institutions ambulatoires pour toxicomanes) ; Florence Crochelet, Directrice FIHP (Fédération des Initiatives d'Habitations Protégées) ; Cécile Van Honsté, Directrice FILE asbl ; Julie Ringelheim, Chercheuse et Professeure FNRS et UCLouvain ; Kathia Morano, Directrice de la FSMI FSMI ; Florence Cordi, Coordinatrice La Trace asbl ; Mohamed Houssein, Secrétaire général Latitude Jeunes ; Alicia Novis, Co-coordinatrice Le Monde selon les femmes ; Frédérique Déjou, Coordinatrice Les Pissenlits ; Maïté Frérotte, Secrétaire générale Liages asbl ; Yahyâ Hachem Samii, Directeur Ligue Bruxelloise pour la Santé Mentale ; Ariane Dierickx, Directrice générale L'Ilot asbl ; Sophie Lanoy, Directrice politique LUSS asbl ; Pierre Van Heddegem, Directeur des Opérations Belges Médecins du Monde ; Jacques Niyonkuru, Health Coordinator Médecins Sans Vacances ; Thierry Martin, directeur Plateforme prévention sida ; Françoise Kémajou, Directrice Pour la Solidarité ; Sarah de Liamchine, Directrice Présence et Action Culturelles ; Eric Husson, Directeur Projet Lama ; Anne Françoise Dusart, chercheuse et formatrice RIEPP Recherche et Innovation Enfants Parents Professionnel.le.s ; Quentin Mortier, Co-directeur SAW-B ; Seniors Jihan, Coordinatrice Sofélia ; Rébecca Laloum, Directrice SOLIDARITAS-CREB ASBL ; Noémie Van Erps, Secrétaire générale Soralia ; Isabelle Loodts, administratrice Théâtre des Travaux et des Jours ; John Pitseys, Chercheur UCLouvain ; Maxime Michiels, Doctorant en sociologie UCLouvain ; Elise Philippe, Doctorante UCLouvain ; Luca Sgambi, Professeur UCLouvain ; Philippe Bocquier, Professeur UCLouvain ; Olivier De Schutter, Professeur UCLouvain ; Christian Maroy ; Professeur émérite UCLouvain ; Laura Merla, Professeure UCLouvain ; Laurence Mettwie, Professeure UNamur ; Marie-Sophie Devresse, Professeure Université catholique de Louvain ; Stéphane Adam, Professeur Université de Liège ; Christine Servais, Professeur Université de Liège ; Bruno Frère, Professeur Université de Liège ; Thomas Castel, Criminologue, chercheur Université Libre de Bruxelles, Orée ; Fanny Polet, Présidente Viva Salud ; Christiane Vandenhove, AS retraitée ; Fanny Laurent, Coordinatrice de cellule ; Pierre-Etienne Vandamme, Enseignant-chercheur ; Stéphane Moyson, Professeur ; Anne-Catherine Rizzo, Présidente Rassemblement des Associations de Promotion Logement (RAPeL).